

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Andrée Michel
Le féminisme
Que sais-je ? 1782
puf 1979-1998

Introduction

Sans croire lui-même au matriarcat, Michael Stefan donne l'exemple du plus féministe des sociologues du XIX^e siècle, Frederich Engels : celui-ci omet un aspect essentiel du rôle féminin en citant Tacite. En effet, Engels signale le rôle exercé par les femmes de Germanie au près des vieillards et des enfants, mais il omet d'indiquer que, selon Tacite, elles effectuaient également le travail des champs, ce qui est à la fois important pour l'économie des Germains et la place des femmes dans cette société. Ceci révèle que l'occultation, le plus souvent inconsciente, est l'attitude la plus fréquente du chercheur en sciences sociales, confronté à la situation des femmes.

Chapitre I

La situation des femmes du paléolithique à la deuxième révolution néolithique

Connaître la condition des femmes dans ces sociétés serait capital, puisque ces dernières ont duré plusieurs millions d'années alors que les sociétés historiques nées au Néolithique n'ont guère plus de 10 000 ans d'âge.

1 - Sociétés de chasse au Paléolithique

Les relations humaines sont caractérisées par l'absence de la guerre (...) La description de la condition des femmes par Lévi-Strauss dans ces tribus a été critiquée par les auteurs anglo-saxons : si les femmes sont échangées, les hommes le sont aussi, et ce ne sont pas seulement les femmes qui échangent, mais aussi les hommes présentes dans les décisions collectives de la tribu. Enfin la cession des femmes à une tribu étrangère, le mariage étant la constitution d'une alliance, n'est pas celle d'un objet car les femmes, comme les hommes échangés, demeurent sujets de droits, soit à l'égard de leur propre parenté, soit à l'égard de la parenté du conjoint.

Pour Leroi-Gourhan, les premiers signes géométriques pariétaux dessinés il y a 30 000 ans sur les murs des cavernes étaient des symboles sexuels masculins et féminins. Leur représentation dura pendant 20 000 ans environ. Mais seuls les signes sexuels féminins étaient « réalistes ». Certains diront que la dominance des représentations féminines n'exprime pas plus le statut d'égalité de la femme que la représentation de la Vierge dans les pays catholiques. Ce raisonnement implique l'ethnocentrisme que nous avons dénoncé : en effet,

on ne peut pas projeter dans le Paléolithique les structures idéologiques du Néolithique supérieur, où la Vierge devient subordonnée à un Dieu mâle.

Les femmes étaient très prisées, les seules statuettes trouvées au cours de cette très longue période ont été des figurines féminines en pierre ou en ivoire aux attributs sexuels fortement marqués. Le rôle de la femme dans la génération et la méconnaissance de celui de l'homme auraient frappé l'imagination des artistes, hommes ou femmes, de l'époque, et ceci explique que la femme ait pu y jouir d'un statut que l'on s'accorde, au moins dans les pays anglo-saxons, à reconnaître égal sinon supérieur à celui de l'homme.

Tous furent surpris, et même choqués, par le pouvoir très grand des femmes dans les tribus iroquoises et dans la Ligue des Six Nations. Les femmes pouvaient aliéner les terres du clan, procéder aux mariages et aux alliances, nommer et révoquer à volonté les sachems et les trésoriers. Quant aux maris, ils avaient le sort réservé aux femmes dans les sociétés patriarcales : « Du berceau à la tombe, il n'y a aucun moment où il n'est assujéti à quelque femme qui lui impose son pouvoir en vertu de sa position dans la famille étendue ou dans le clan ». Comme les femmes ont la propriété exclusive de la tente de ses dépendances, elles peuvent en cas de désaccord avec le mari mettre celui-ci à la porte, attitude des femmes qualifiée de « despotisme le plus ingénieux » par l'un des premiers explorateurs du Nouveau Monde.

2 – La première révolution néolithique

Environ 10 000 ans avant J.-C., avec les bouleversements climatiques, se produit la première révolution néolithique au cours de laquelle, aux activités de chasse des hommes, se juxtaposent, comme base principale de l'alimentation, la cueillette et l'agriculture à la houe (dite horticulture dans le langage anglo-saxon. Avec Gordon Childe et de nombreux auteurs, E. Boulding pense que cette agriculture fut une invention des femmes.

Enfin dans cette civilisation matriarcale, on ne dispose d'aucun indice permettant de conclure à une « activité belliqueuse ». Cette théorie de Childe est confirmée par les travaux les plus récents qui caractérisent la population du Néolithique ancien comme « très clairsemée » et « paisible ».

Chapitre II

La situation des femmes depuis la deuxième révolution néolithique et dans l'antiquité

1 – La situation des femmes au Néolithique moyen

Au Néolithique moyen entre 6000 et 3000 ans avant J.-C. se produit la deuxième révolution technique accompagnée d'une explosion démographique qui aboutit à renverser aussi bien l'organisation sociale tout entière que le statut des femmes dans la société. Cette révolution fut caractérisée par la découverte d'énergies nouvelles (la force du bœuf, de l'eau et du vent), l'invention de techniques meilleures (la charrue, le moulin à vent ou à eau, le bateau à voile), par de nouveaux modes de transport, par la connaissance des propriétés physiques des métaux et des processus chimiques conditionnant la fusion du minerai de cuivre, par l'invention du calendrier solaire, de l'architecture en briques et des mathématiques appliquées. L'homme remplaça la femme comme agent de la production agricole, le champ succéda au lopin de terre, la charrue de l'homme à la houe de la femme (Gordon Childe).

Un énorme surplus alimentaire permit alors l'explosion démographique et la sédentarisation. A la petite bande du Paléolithique, au village du Néolithique ancien, succédèrent de gros bourgs, puis l'apparition des villes. La ville est le premier antagonisme de classe, car elle suppose l'existence de surplus agricoles et d'une classe qui se fait nourrir par une autre, le développement de la propriété privée et de l'accumulation. La division du travail permet l'apparition dans les villes d'une classe d'artisans, de prêtres et de militaires au service des plus riches. L'accumulation des biens par quelques-uns aboutit à la formation d'une société étatique, fondée sur l'esclavage, les classes sociales et la dégradation de la situation des femmes.

A l'exogamie qui était requise pour la survie des chasseurs du Paléolithique afin de se garantir par l'alliance des territoires de chasse, succède le régime de l'endogamie où toutes les filles de la maison sont gardées comme reproductrices par les chefs de famille pour les cousins de la maison. C'est le début de l'enfermement des femmes. L'alliance par le mariage des femmes « exportées » dans d'autres clans est remplacée par le recours à la guerre. Il faut s'approprier par la force les terres du voisin pour agrandir ses terres et trouver une source de survie quand les sols s'épuisent. Le plus fort l'emporte. La guerre endémique remplace les traités de paix.

En même temps, la dominance féminine dans les religions disparaît. « Alors que pendant des milliers d'années, la Déesse-Mère fut le seul objet de vénération, on vit apparaître des statuettes à représentations masculines et le symbole masculin, le phallus, fut modelé dans l'argile et gravé dans la pierre... De tels symboles impliquent la reconnaissance du rôle paternel dans la procréation, sinon l'émergence de divinités masculines, et aussi l'affaiblissement progressif des bases idéologiques du matriarcat à une période où la substitution de la charrue, guidée par l'homme, remplaça la houe, maniée par la femme, et ruina la fondation économique du matriarcat ». (Gordon Childe)

2 – La situation des femmes dans les tribus de pasteurs nomades

On pense généralement que la domestication des animaux fut parallèle à la découverte de l'agriculture et qu'elle fut d'abord l'œuvre des femmes (...) Mais cette première domestication fut suivie de la découverte de l'élevage comme mode principal de subsistance. (...) Pendant des milliers d'années, les éleveurs nomades ont représenté une civilisation intermédiaire où le patriarcat naissant fut soit contrecarré, soit tempéré par des pouvoirs étendus accordés aux femmes, vestiges sans doute de la reconnaissance des droits étendus des femmes du Néolithique ancien. Un exemple particulier du pouvoir des femmes dans les tribus nomades est donné par les Scythes qui, du Ve siècle avant J.-C. jusqu'au début de notre ère, parcoururent les steppes de l'Asie centrale.

La vie nomade préserve les femmes de l'enfermement, de la distinction entre la sphère du public (réservée aux hommes) et la sphère du privé (réservée aux femmes). Elle les maintient en contact entre elles et les insère dans un réseau de relations internationales, dont seront privées les futures citadines avec le développement de l'urbanisation. (...) Dans l'ancienne Égypte (...) les Pharaons ayant à cœur de changer souvent de capitale, cette pratique empêcha l'accumulation du pouvoir après l'éclipse d'une dynastie. Le pouvoir politique des grandes reines égyptiennes coexista avec celui des femmes administrateurs de temples qui disposaient des ressources locales. Les déesses furent plus fortement enracinées dans les anciens villages égyptiens du Néolithique ancien qu'à Sumer, sans doute parce que les dynasties égyptiennes furent moins sédentaires. Par suite la condition des femmes égyptiennes du Néolithique supérieur fut très supérieure à celle des femmes de Sumer.

3 – L'enfermement des femmes dans les cités antiques

La cour féminine, bien que rétrospectivement qualifiée de *harem*, n'était à l'origine, n'était à l'origine synonyme de polygamie ni d'enfermement des femmes. Ainsi, en Egypte, « le *harem* était en réalité une cour de femmes où l'on administrait les affaires nationales et internationales. Il constituait peut-être à l'origine un indice du pouvoir des femmes plutôt que de leur faiblesse ». Il existait dans les hautes sphères de l'aristocratie.

Au contraire, « pour la femme de l'ambitieux marchand des classes moyennes, il ne s'agissait pas d'une cour animée, mais d'un espace clos et de la seule compagnie des femmes de sa propre famille ». C'est en effet dans les classes moyennes des grandes villes antiques que naquirent le concept et la pratique du gynécée, qualifié de *harem* dans les pays arabes. Le gynécée ou l'appartement des femmes à Athènes, que l'on retrouvait aussi chez les familles des marchands juifs de Syrie, constituait la forme opposée de la cour féminine.

4 – Les grandes religions patriarcales et la situation des femmes

D'après un éminent historien des religions, deux découvertes fondamentales sont à l'origine de l'apparition des religions patriarcales. La connaissance et la domestication des animaux permirent de découvrir le rôle du mâle dans la génération. (...) La connaissance du dualisme procréateur fit que l'on assigna d'abord un partenaire mâle à la Déesse-Mère. Fils, amant, frère ou époux de celle-ci, il occupa d'abord une place subordonnée à son égard, puis égale, avant de devenir le Ciel Père, créateur souverain des éléments et des hommes, à Athènes ou en Egypte.

Le dernier pas fut franchi avec la création du Dieu omnipotent des grandes religions patriarcales (le Dieu des juifs, des chrétiens et des musulmans). Si le christianisme et l'islam furent à leurs débuts crédités d'une amélioration de la condition des femmes, par contre la répression était en germe dans ces trois religions qui faisaient des femmes des êtres humains de seconde classe, indignes d'accéder aux fonctions sacerdotales par suite de leur sexe. Le développement d'une caste de prêtres dont l'enseignement fut basé sur la supériorité des mâles et le mépris des femmes consacra cette répression, dont l'apogée fut atteint en Occident avec l'Inquisition.

Chapitre III

La situation des femmes de la chute de l'Empire romain à la fin de la Renaissance

1 – La période préféodale (Vè-IXè siècle)

La chute de l'empire romain désorganisa les institutions traditionnelles hostiles à l'émancipation des femmes : l'Etat centralisateur, la ville et son corollaire : l'existence des classes moyennes pour lesquelles l'enfermement des femmes est signe de confort et de mobilité sociale. Dans le vide provoqué par cette chute émergèrent les organisations tribales des Germains et des Francs. Même si les mœurs de Germains à l'égard des femmes étaient rudes, Tacite fut frappé par le rôle des femmes comme prêtresses, prophètes et guerrières.

A la fin du VIIIè siècle, Charlemagne (742-814) interdit que religieuses et chanoinesses instruisent les garçons de leurs couvents. Aussi, dans les siècles qui suivirent, les femmes furent souvent plus instruites que leurs maris, fussent-ils rois. Du Vè au Xè siècle, en Europe, on ne recense qu'un auteur dramatique, une religieuse allemande, Hroswitha de Gandersheim, auteur d'une dizaine de pièces. Pour maintenir son immense empire,

Charlemagne créa un corps de fonctionnaires (*missi dominici*), dont il élimina les femmes. Par contre, il maintint la tradition antécarolingienne de confier aux reines le ministère des finances et l'administration des domaines de la royauté. Aussi les reines contrôlaient le trésor royal et payaient directement sur ce trésor les chevaliers au service du roi.

Les épouses des empereurs barbares furent aussi des diplomates, des artisanes de la paix, des fondatrices d'écoles et de missions chrétiennes. Le christianisme pénétra chez les Barbares grâce aux épouses royales. Clothilde convertit son mari à la religion chrétienne et fonda de nombreux monastères et églises (...) En Espagne, en France, en Germanie, environ le cinquième des terres appartenait à des femmes, qui avaient aussi la gestion des enfants mineurs.

2 – L'ascension des femmes au début de l'époque féodale (Xe et XIe siècles)

Les femmes abordèrent avec beaucoup d'atouts la période de paix des Xe et XIe siècles (...) « Les abbesses envoyèrent leurs chevaliers à la guerre. Les femmes nobles siégeaient au tribunal avec leurs maris et dirigeaient le château quand leur époux était à la guerre. »

3 – La situation des femmes à Byzance et dans le monde musulman

A l'autre extrémité de l'Empire romain, Byzance se distingua par le nombre et la qualité de ses reines et de ses savantes. (...) Dans cette période antérieure au XIIe siècle, l'identité de la situation des femmes est frappante. Malgré les différences énormes de culture, de religion et de système politique, « l'image conventionnelle de l'exclusion des femmes » n'est pas encore née au cours de ce premier millésime ni en Occident, ni à Byzance, ni dans les pays musulmans. Les femmes jouissaient de grandes libertés, leur permettant d'exercer tous les rôles qui furent plus tard interdits à leur sexe. Toutefois l'antiféminisme ne désarmait pas et certains hommes, particulièrement les califes du monde musulman, cherchaient à restreindre ces libertés.

4 – La période du XIIe siècle à la renaissance (XIIe au XIVe siècle)

A la fin du XIe siècle, la révolution grégorienne introduit des réformes au sein de l'Eglise. En imposant le célibat des prêtres et en chassant les laïcs de la charge des offices religieux, l'Eglise élimine les femmes des fonctions élevées qu'elles y remplissaient. Par ailleurs, quand le couvent comme lieu de culture et d'éducation fut remplacé d'abord par le pouvoir épiscopal, ensuite par la hiérarchie catholique romaine, le centre de ferment culturel quitta les monastères pour s'établir dans les écoles et dans les universités créées par l'Eglise auprès des cathédrales. L'accès en est interdit aux filles qui continuent leur éducation dans les couvents. Ce clivage éducatif est invoqué par les hommes pour éliminer les femmes des professions libérales. Ainsi, au XIVe siècle, les métiers de chirurgiens et de barbiers où elles s'étaient taillé une place de choix leur sont interdits.

Cependant les femmes nobles ne se laissèrent pas sans protestation priver de leurs anciens rôles et, du XIIe au XIVe siècle, les exemples abondent de leur résistance. (...) Pour se défendre contre la concurrence, les petits artisans s'efforcent de chasser les femmes de certains métiers. Elles se défendent en se spécialisant dans certains métiers : on trouve des guildes d'artisanes travaillant la soie, la dentelle, la confection, mais ces spécialités étaient moins nombreuses que celle des hommes.

Une autre forme de résistance des femmes s'exprima dans leur adhésion nombreuse au grand mouvement hérétique qui balaya l'Europe au XIIe et au XIIIe siècles, en particulier à

l'hérésie cathare. Elles qui avaient donné tant d'apôtres, de martyrs, de grandes abbesses, dévouées à l'instauration du christianisme en Occident parce que celui-ci avait délivré un message déclarant la femme égale à l'homme en dignité, ne pouvaient plus le reconnaître dans un appareil de plus en plus hiérarchisé et masculinisé qui, de concert avec la royauté et la bourgeoisie montante, tendait à les éliminer progressivement de toutes leurs responsabilités pour les cantonner dans la famille.

Le béguinage fut un style de vie alternatif qualifié « d'innovation sociale remarquable », inventée par les femmes. Les béguines habitaient en groupe, dans des maisons aux abords des villes où elles travaillaient. Elles ne prononçaient pas de vœux, mais se réunissaient pour prier. D'abord originaires des campagnes, elles furent plus tard rejointes par des femmes nobles, veuves ou célibataires. Elles refusaient à la fois le contrôle des hommes et celui de l'Eglise et le seul choix offert par la société féodale : le mariage ou le couvent.

Irritées par cette résistance des femmes, l'Eglise et la bourgeoisie se vengent et répondent par deux institutions qui aboutiront à « normaliser » les femmes et à faire accepter à la majorité d'entre elles leur enfermement dans la famille : l'Inquisition et la nouvelle législation familiale faisant de la femme une incapable juridique. (...) Au sein de l'Eglise, l'Inquisition s'illustra en envoyant au bûcher plusieurs dizaines de milliers de femmes, accusées de sorcellerie. D'après Lederer, l'âge de l'Inquisition commença avec la première bulle papale sur la sorcellerie de 1258 ; la répression s'aggrava quand le pape Jean XXII demanda en 1320 que les inquisiteurs augmentent leur activité. Les sorcières étaient accusées de s'attaquer à la puissance sexuelle des hommes, au pouvoir reproducteur des femmes et de travailler à l'extermination de la foi. D'après Jean Donnison, les théologiens ayant limité les femmes à leur fonction reproductrice firent de l'avortement un crime. Or bon nombre de sage-femmes préféraient en cas de nécessité sacrifier la vie de l'enfant à celle de la mère. D'où l'accusation de sorcellerie proférée par l'Inquisition. En Allemagne, au XV^e siècle, les sage-femmes qui sacrifiaient l'enfant pour sauver la mère étaient condamnées à être brûlées vives. (...) Le cas des sage-femmes permet de penser que les « sorcières » furent d'abord des contestataires, issues des milieux populaires, qui ne voulurent pas se soumettre aux nouvelles normes éthiques, juridiques, économiques et sociales de la classe bourgeoise montante, qui rétrécissaient considérablement les rôles féminins dans la famille, la profession et la société. N'ayant pas la protection qu'assurait aux reines, aux femmes nobles ou riches leur statut social ou économique, ces femmes révoltées finissaient au bûcher avec la complicité de l'Eglise.

Au XIV^e siècle, en France, « on assiste à une dégradation progressive et lente de la situation de la femme dans le ménage, elle perd le droit de se substituer au mari absent ou fou. Les actes qu'elle doit accomplir en pareilles circonstances doivent être autorisés par le juge. De plus, alors que dans le haut Moyen Age on donnait à l'enfant indifféremment le nom de son père ou de sa mère, à partir du XIV^e siècle, l'Etat impose la transmission du nom du père afin de favoriser le travail de la police et de l'administration.

5 – Les femmes sous la renaissance (XV^e et XVI^e siècles)

Aux XV^e et XVI^e siècles, l'arsenal répressif de l'Eglise et de la bourgeoisie, appuyée par la monarchie, se perfectionne pour enfermer les femmes dans la famille et les priver de leurs anciens rôles.

La mort politique des femmes, tout au moins dans la bourgeoisie, n'est pas loin et avant que les « révolutionnaires » de 1789 et de 1848 l'aient officiellement entérinée par les

Françaises, une proclamation anglaise de 1547 interdit aux femmes « de se rencontrer entre elles pour bavarder et pour parler » et ordonne aux maris « de retenir leurs épouses à la maison ». (...) L'écart des salaires avec les hommes s'accroît. Ainsi, alors que dans les ateliers ruraux du XIV^e siècle les femmes gagnaient environ les trois quarts du salaire des hommes, au XV^e siècle, elles n'en recevaient plus que la moitié et encore moins au XVI^e siècle. la même aggravation de l'écart avec les hommes caractérise les salaires des ouvrières des villes.

Réfugiées dans la famille, les femmes des classes moyennes n'ont même pas la compensation de se voir reconnaître leurs productions scientifiques ou artistiques. Elles perdent tous leurs droits sur cette production, car, travaillant à la maison, leur créativité scientifique ou littéraire est mise au service de leurs pères, leurs frères ou leurs maris. Ainsi nous ne savons pas ce que doit à sa sœur, qui participait avec lui aux recherches astronomiques, Tycho-Brahé (1546-1601) qui seul est passé à la postérité. Les femmes peintres ou musiciennes signaient généralement leur création du nom de leurs maris ou de leurs frères. Ainsi de Marguerite Van Eyck qui peignait une partie des tableaux de ses frères, seuls connus de l'histoire (1390-1441).

Dans toute l'Europe, malgré la pression sociale, les femmes résistèrent au mariage qui leur offrait une condition si déplorable ; les statistiques révèlent qu'au XVI^e siècle, 16% des familles étaient dirigées par des femmes. Ce ne fut pas sans courage car, à l'époque, les femmes vivant en célibataires (veuves refusant le remariage, célibataires ou séparées) étaient les premières à être accusées de sorcellerie. Mais certaines préféraient courir ce risque à la condition peu enviable de devenir « les domestiques servantes non payées de leur époux ».

La résistance la plus visible à la diminution des rôles des femmes vint des reines et des princesses. Les reines se révélèrent aussi capables que les rois de construire un Etat national, de nouer des alliances, de vaincre les résistances féodales et d'établir des traités de paix. Ainsi Isabelle de Castille (1451-1504) travailla à l'unification de l'Espagne sans l'aide de son mari et, avec ses compagnes, créa des écoles, des hôpitaux et des couvents ; Marguerite de Navarre (1492-1549) œuvra pour la paix et fut un écrivain connu ; Jeanne de Navarre (1528-1572) eut la réputation d'être le seul souverain du XVI^e siècle n'ayant jamais mis à mort quelqu'un pour ses convictions religieuses ; Elisabeth Tudor (1533-1603) établit la prépondérance de l'Angleterre sur les mers, etc.

L'exemple le plus extraordinaire de la capacité des femmes des milieux populaires à résister aux limitations des rôles est symbolisée par Jeanne d'Arc (1412-1431) ; née dans une famille paysanne, « elle eut le courage d'agir comme s'il n'y avait pas de limitations aux rôles féminins ». La société patriarcale lui fit payer chèrement cette audace. (...) En France, des femmes bourgeoises, sensibles au message de la Renaissance qui prône les droits de l'individu, protestent avec vigueur contre les nouvelles normes d'enfermement des femmes.

Chapitre IV

La situation des femmes au XVII^e et au XVIII^e siècle

Les XVII^e et XVIII^e siècles sont des siècles de transition entre une économie féodale et une économie fondée sur l'industrie (...) Mais à quel prix se fit cette transition ? Après Adam Smith, Karl Marx montre que l'accumulation capitaliste qui permet la révolution technologique et l'évènement de la manufacture à la place de l'atelier artisanal s'est construite sur l'exploitation coloniale et la guerre : « Les colonies assuraient un marché aux

manufactures qui naissaient et, par le moyen du monopole de ce marché, une accumulation accrue. Les trésors capturés hors d'Europe par un pillage non déguisé, la réduction à l'esclavage et l'assassinat, refluaient vers la mère-patrie et étaient transformés en capital. »

En Occident, la situation des femmes ne s'améliora pas pour autant. Pour les femmes de la grande bourgeoisie et des classes moyennes, écartées de la production marchande valorisée, s'aggrava l'écart de leur condition avec celle de leurs maris. En effet, dans une société où non seulement l'éthique puritaine mais aussi (...) la doctrine catholique condamnaient l'oisiveté, le statut et la valeur des hommes en France, en Angleterre et en Amérique se mesurent à leur production marchande et à leur épargne, tandis que les femmes « oisives » de la haute et de la moyenne bourgeoisie deviennent l'objet du mépris masculin. Le contrat de mariage qui permet, grâce à la dot de l'épouse, d'arrondir le capital initial du bourgeois renforce ce mépris : « Les nouveaux capitalistes investissaient leur argent dans les femmes, comme ils l'investissaient dans les terres ».

1 – La résistance des femmes à l'enfermement au XVII^e siècle

La résistance à l'enfermement se produisit dans les classes dominantes, mais elle touche aussi tous les milieux sociaux. (...) En Angleterre, au XVII^e siècle, les femmes châtelaines combattirent à la tête de leurs petites armées pour défendre leurs fiefs. (...) Toujours dans l'Angleterre du XVII^e siècle, des *non-conformistes* s'opposent à l'assistance de la part des châtelaines et réclament une justice distributive. Les femmes des sectes anabaptistes et quakers jouent un rôle primordial dans cette orientation. Elles exercent les mêmes fonctions que les hommes sur le plan religieux, confiant leurs enfants aux maris durant leur voyage de propagande, où elles s'illustraient dans les campagnes contre le service militaire.

Le libéralisme des premières assemblées de colons américains céda bientôt la place à des pratiques patriarcales quand la colonisation de l'Amérique se développa : alors seuls furent membres des gouvernements locaux les chefs de famille mâles. Les femmes quakers jouèrent des rôles religieux et créèrent en Amérique leurs propres établissements pour éviter les persécutions des puritains. Certaines furent pendues pour avoir refusé d'obéir aux ancêtres patriarques de la République américaine.

Dans la France du XVII^e siècle (...) la Contre-Réforme déclencha la transformation es institutions religieuses. Des abbesses introduisirent des changements dans les couvents où se réfugiaient des femmes nobles, veuves ou célibataires, des filles sans dot ou des paysannes pauvres

2 – La résistance des femmes à l'enfermement au XVIII^e siècle

En Angleterre (...) Mrs Thrale, femme d'un gros brasseur, est l'exemple de ces nombreuses bourgeoises qui se lancèrent dans la philanthropie pour soulager dans la ville la population croissante des enfants pauvres. Elles ouvrirent des écoles pour les enfants des ouvriers et en 1729 on recensait 600 écoles de charité ayant 24 000 élèves.

Fille d'un tisserand, inspirée par la Révolution française, Mary Wollstonecraft (1759-1797) publia en 1792 un essai féministe, *A vindication of the rights of women*, dans lequel elle s'insurge contre la doctrine de Rousseau et l'attitude des révolutionnaires français et des bourgeois de tous les pays qui privent les filles de l'égalité d'éducation avec les garçons.

Les femmes quakers et shakers continuèrent à jouer un grand rôle en Angleterre ou en Amérique du Nord, assistant les pauvres et les membres persécutés de leurs sectes. En Amérique du Nord, elles fondèrent des sectes dissidentes où régna généralement l'égalité des sexes.

Comme au XVII^e siècle, les femmes anglaises qui ne peuvent supporter l'enfermement bourgeois continuent à émigrer aux Etats-Unis. Dans les petites villes de la côte atlantique, elles furent des femmes d'affaires et des commerçantes avisées. Elles jouèrent un rôle certain dans la lutte pour l'indépendance américaine. « Les filles de la Liberté », dont la mémoire est toujours honorée dans l'Amérique contemporaine, furent en réalité des conspiratrices, participant aux organisations terroristes de l'époque réclamant l'indépendance. Mais, malgré leur courage et leurs actions, ni la Déclaration d'Indépendance ni la Constitution des Etats-Unis n'accordèrent aux femmes le statut de citoyennes dotées de droits politiques.

Dans la France du XVIII^e siècle (...) les femmes des milieux populaires jouèrent un rôle considérable de préparation et de soutien de la Révolution française aussi bien à Paris qu'en province (...) En 1789, des petites commerçantes, des poissonnières, des blanchisseuses, des journalières, des actrices, des couturières, des sans travail, des chanteuses, comme Théroigne de Méricourt, se rendent à Versailles au nombre de 4000 d'où elles ramèneront, avec la famille royale, un décret sur le prix du blé.

En 1793, après que les femmes eurent participé vaillamment à l'effort de guerre de 1792, trois questions sont posées aux députés français :

- a) Le rassemblement des femmes à Paris doit-il être permis ?
 - b) Les femmes peuvent-elles exercer les droits politiques et prendre une part active aux affaires du gouvernement ?
 - c) Peuvent-elles délibérer, réunies en associations politiques ou sociétés populaires ?
- A ces trois questions, les Conventionnels répondent par la négative, instaurant ainsi « la mort politique » des femmes. Le Code civil qui va consacrer la mort civile des femmes n'est pas loin.

Il faut achever ce tour d'horizon sur la résistance des femmes à l'enfermement au XVIII^e siècle, en signalant leur contribution aux sciences et aux arts. L'Italie continue la tradition des femmes savantes du haut Moyen Age. Trois femmes professeurs d'Université à Bologne s'illustrent dans toute l'Europe pour leurs travaux. Laura Bassi (1700-1778) fut professeur de physique ; Anna Manzoli (1716-1774), célèbre pour ses découvertes en anatomie et l'invention du modèle anatomique en cire, refusa les invitations que lui adressèrent les universités européennes. Maria Agnesi (1718-1789) écrivit un traité sur l'analyse mathématique qui lui valut les éloges de l'Académie française des Sciences, mais celle-ci ne put l'accepter comme membre en raison de son sexe. Professeur de mathématique avancée à l'Université de Bologne, elle se retira chez elle à 30 ans, s'occupant des pauvres. Elle fit école en Italie où de nombreuses femmes s'illustrèrent en mathématiques au XVIII^e et XIX^e siècle.

Un nombre sans doute encore plus élevé ont travaillé de façon anonyme pour leur père, leur mari ou leurs frères. Les femmes compositeurs sont ignorées si ce n'est Cécile-Louise Chaminade en France, Carlotta Ferrari en Italie et Emilie Mayer en Allemagne.

Aux revendications déjà formulées au XV^e siècle concernant le droit à l'éducation et les droits économiques, les femmes du XVIII^e siècle ajoutent le refus de la double morale

sexuelle, la revendication des droits politiques et l'idée que la libération des femmes est aussi celle de toute la société.

Chapitre V

La situation des femmes au XIX^e siècle

Le XIX^e siècle est celui d'un capitalisme « sauvage » qui s'étend aux dimensions de la planète : avec l'impérialisme et le colonialisme, le marché devient mondial. La concurrence s'aggrave et se traduit par des crises cycliques. Les lois sociales protectrices vont être arrachées dans les larmes par les masses travailleuses révoltées.

C'est (...) par leur production domestique non marchande que les femmes reproduisent la force de travail de leur mari et de leurs enfants que ceux-ci peuvent vendre sur le marché du travail. J'appelle cette accumulation une « accumulation de base » parce qu'elle permet l'accumulation capitaliste encore aujourd'hui.

Il ne faudrait pas croire que seules les femmes ouvrières effectuent une production non marchande et que les bourgeoises sont oisives. Après les travaux de Lénore Davidoff en Angleterre sur le rôle des femmes dans la bourgeoisie victorienne, ceux de Jeanne Marceau en France sur les épouses des cadres des multinationales d'aujourd'hui révèlent qu'elles exercent gratuitement le rôle d'un imprésario payé très cher dans le secteur marchand.

En France, des penseurs sociaux les plus traditionnels (Frédéric Le Play, de Bonald, etc.) et du socialiste Proudhon, la réprobation du travail féminin s'étend aux ouvriers et aux syndicalistes qui au début se mettaient en grève chaque fois qu'une femme était embauchée. De là à déclarer que le travail des femmes dans les manufactures n'était qu'un « travail d'appoint », que leur salaire était un « salaire d'appoint », il n'y avait qu'un pas qui fut allègrement franchi. La notion de « salaire d'appoint » permettait de remplir les coffres-forts. L'éviction des femmes du marché du travail rassurait les ouvriers et, grâce au code Napoléon, les bourgeois avaient gratuitement une domestique docile à la maison.

On ignorait systématiquement que 40 à 50% des femmes vivant à la ville étaient célibataires et n'avaient que leur force de travail pour subsister. Faute d'emploi, beaucoup recouraient à la prostitution (40 à 80 000 à Paris et à Londres au XIX^e siècle). Dans ces conditions, rien de surprenant que les femmes de toutes conditions se soient révoltées : les femmes ouvrières contre les bas salaires, le chômage, la dureté des tâches qu'on leur attribuait ; les bourgeoises contre la privation de tout droit politique ou économique.

1 – Les femmes dans les mouvements sociaux du XIX^e siècle

Le saint-simonisme qui se rattache à la tradition réformiste suscite chez les femmes un espoir nouveau : « En bonne disciple du Père Enfantin, Claire Demar réclame l'essai tout physique de la chair par la chair ». Cette revendication de l'union libre, nouvelle chez les femmes par rapport aux idées traditionnelles concernant l'amour et le mariage, se traduit par leur participation à la fondation de phalanstères et de communautés. Même si le plus souvent les femmes y jouent les rôles traditionnels dévolus à leur sexe, il y eut des exceptions. Ainsi le *Familistère* de Guise, créé en 1830, admettait les femmes à égalité dans le gouvernement de cette communauté.

En Europe, ces expériences furent rares et précaires. En Amérique, elles furent plus fréquentes ; ainsi, au XIX^e siècle, on y recensait, outre 72 communautés orientées religieusement ou sur un plan humaniste, 14 communautés incarnant les théories du socialisme utopique et une quarantaine de phalanstères inspirés de la doctrine de Fourier, ces derniers ayant tous été créés en 1840.

Importante est la participation des femmes aux doctrines et aux mouvements révolutionnaires du XIX^e siècle. « Avant Karl Marx, Flora Tristan découvre en substance l'idée neuve : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... Nil n'avait dénoncé avec moins d'illusions que Flora la condition misérable de la femme ouvrière ; nul, avant elle, n'avait lié aussi étroitement la libération de la femme à celle du prolétariat tout entier ». Dans *l'Union ouvrière* (1843), Flora Tristan définit son programme : constituer la classe ouvrière au moyen d'une union solide et indivisible, réclamer le droit au travail pour tous et pour toutes, donner aux femmes du peuple une instruction morale, intellectuelle et professionnelle, reconnaître en principe l'égalité de l'homme et de la femme comme étant l'unique moyen de constituer l'Unité humaine, élever dans chaque département des palais de l'Union ouvrière où l'on instruirait les enfants de la classe ouvrière et où seraient également admis les travailleurs accidentés, les infirmes et les vieux. Ce programme se heurta à l'opposition générale et Flora écrit : « J'ai presque tout le monde contre moi. Les hommes parce que je demande l'émancipation de la femme, les propriétaires parce que je réclame l'émancipation des salariés ». Avec Flora se produit l'alliance théorique entre le féminisme et le socialisme révolutionnaire.

Après les journées de février 1848, auxquelles les femmes participèrent en grand nombre, l'activité féministe se déploie dans de multiples directions. (...) Les blanchisseuses obtiennent une réduction de deux heures de leur journée de travail qui était de quatorze heures. Les femmes proposent des améliorations à l'organisation des ateliers nationaux, créés pour donner du travail aux chômeuses mais qui sont structurés sur un mode hiérarchique et injuste. Elles demandent la création de crèches pour enfants dans l'atelier et l'organisation de l'enseignement professionnel par les ouvrières elles-mêmes. On leur oppose une fin de non-recevoir et, lasse de l'activisme des femmes, l'Assemblée nationale leur refuse leurs droits politiques et vote l'interdiction faite aux femmes d'être membres ou de participer aux réunions des clubs. En fait, pas plus qu'en 1793, la bourgeoisie ne leur pardonnait leur contestation des injustices économiques dont elles étaient les premières victimes.

Dans l'économie politique de Karl Marx, l'analyse de la production marchande et du profit retiré du travail salarié éclipsait les profits que pouvaient retirer le capital et la famille de la production domestique non marchande des femmes. C'est pourquoi Karl Marx, Engels et Bebel ne voient l'émancipation des femmes que comme conséquence de celle du prolétariat. (...) Auguste Bebel admettait dans *La femme et le socialisme* (1880) qu'il y a des socialistes qui s'opposent avec autant d'acharnement à l'émancipation de la femme que le capitalisme au socialisme. Par suite, à la différence de Marx et Engels, cet auteur pensait que les femmes devaient mener leur propre combat, mais il n'en faisait pas moins de la « question féminine » un aspect de la « question sociale ».

Même si, à la même époque, le leadership syndical devint exclusivement masculin (par exemple à 100% dans l'industrie textile qui ne comptait que 50% d'ouvriers), la classe ouvrière américaine fournit des héroïnes légendaires : Ella Wiggins (chansonnière), Ella Wheeler, tuée dans une manifestation, Mother Jones, organisatrice des mineurs pendant cinquante ans. Par suite, en Europe comme aux Etats-Unis, les femmes ouvrières réussirent à

imposer leur droit à l'emploi par leurs luttes obstinées à l'extérieur et à l'intérieur des syndicats.

Les partis politiques étaient aussi sexistes que les Parlements et que les syndicats. Ainsi, en Allemagne, « ce ne fut qu'en 1891 que le Parti socialiste inscrivit à son programme l'égalité des droits de l'homme et de la femme sous une forme légaliste et limitée ». Clara Zetkin (1857-1933) édita un journal (*L'Egalité*) dans lequel s'exprima le féminisme socialiste pendant plusieurs années. Elle fonda aussi la section féminine du Parti allemand social-démocrate. Clara Zetkin et Rosa Luxembourg (1871-1918) luttèrent pour promouvoir une participation démocratique des masses dans l'activité révolutionnaire, elles optèrent pour un socialisme international pacifiste opposé à l'orientation chauvine des socialistes masculins.

En France, pendant la Commune de Paris (1870), les femmes dont la représentante la plus illustre fut Louise Michel, participèrent activement à l'innovation sociale et à la résistance contre les troupes de Thiers. Sous l'impulsion d'Elisabeth Dinitrieff, amie de Marx, des femmes fondèrent *l'Union des femmes*, section féminine de *l'Internationale*, dont l'objectif fut d'organiser le travail des femmes, puis de collecter des fonds pour acheter des canons. Une multitude de clubs féminins s'ouvrirent qui demandaient la laïcité de l'enseignement, la création de nouvelles écoles pour l'instruction des filles jusqu'ici négligée. Pour faciliter leur travail, les femmes créèrent des crèches pour la garde des enfants. Les crèches devaient comporter des jardins, des volières remplies d'oiseaux, des jouets et des arbres. (...) Les luttes féminines et féministes de la Commune regroupèrent des femmes des classes aisées et moyennes et des milieux populaires.

2 – Les femmes dans les mouvements philanthropiques et religieux du XIX^e siècle

L'innovation dans la théorie et l'action révolutionnaires fut surtout une initiative des femmes des classes moyennes et de la classe ouvrière qui reçurent parfois le concours des femmes des milieux aisés. Les révolutionnaires russes de la fin du XIX^e siècle trouvèrent aussi des combattantes parmi les femmes de l'aristocratie. En revanche, les mouvements philanthropiques se recrutent avant tout parmi les femmes des classes dominantes, mais on y trouve aussi beaucoup de femmes des classes moyennes.

Aux Etats-Unis, Laura Haviland, une intrépide femme quaker du Michigan, fut surnommée « la superintendante du chemin de fer clandestin », en raison de son rôle décisif dans l'organisation du passage clandestin au Canada des esclaves noirs, échappés des plantations du sud des Etats-Unis.

Les associations féminines lièrent leur activité internationale à la lutte pour la paix. C'est là un aspect répandu mais généralement ignoré de la lutte féminine dès le début du XIX^e siècle. Les premières sociétés pacifiques composées uniquement de femmes naquirent en Angleterre en 1820 et aux Etats-Unis en 1830. Le 1^{er} Congrès international pour la paix fut tenu à Bruxelles en 1848 et en 1900 un Bureau international de la Paix fut créé à Berne ; il était composé de 200 sociétés se recrutant dans différents pays ; dans la plupart, les femmes étaient très actives ; d'autres sociétés pour la paix étaient entièrement féminines.

3 – Le mouvement féministe au XIX^e siècle

Certes la praxis de Flora Tristan, de Jeanne Deroin, de Pauline Roland et de leurs compagnes était très avancée sur leur théorie puisqu'elles luttèrent avec obstination pour l'obtention de leurs droits, rencontrant une opposition, parfois farouche, des socialistes de

l'époque. Mais elles n'en avaient pas retiré la conclusion théorique qui s'impose : à savoir que l'émancipation des femmes ne pourrait venir que des femmes elles-mêmes. C'est aux Etats-Unis que cette idée fut énoncée à la même époque par une Américaine, Margaret Fueller, une transcendentaliste vivant dans un phalanstère fouriériste (...) Son sentiment très vif que la femme doit lutter pour la conquête d'un moi indépendant, car « la soumission excessive de la femme à l'homme a refroidi l'amour, dégradé le mariage et empêché les sexes d'être ce qu'ils devraient être à leurs propres yeux », l'a conduite à penser que la libération des femmes ne peut se faire que par les femmes elles-mêmes. Idée essentielle qui annonce les mouvements féministes qui suivront et se maintiendront jusqu'en cette fin du XX^e siècle.

En Angleterre, une femme courageuse, Joséphine Butler, lutta pendant plus de quinze ans pour obtenir la suppression du contrôle médical obligatoire qui pouvait atteindre n'importe quelle travailleuse pour enrayer les maladies vénériennes. La Chambre des Communes lui donna satisfaction en 1880. Butler décida alors de créer la Fédération abolitionniste internationale pour obtenir la suppression de la réglementation de la prostitution sur le continent. Il faudra attendre 66 ans plus tard pour obtenir la fermeture des maisons closes en France.

C'est à travers la presse féminine que s'exprime le mieux au XIX^e siècle le féminisme des femmes des classes moyennes qui font appel aux femmes et non aux hommes pour leur libération. *La Gazette des femmes* (1836-1848) publia une Charte des droits et des devoirs des femmes : on y réclamait surtout l'ouverture aux femmes des emplois publics (enseignement, poste, etc.) En 1869, Léon Richer fonda la *Ligue du droit des femmes* et la revue *Le Droit des femmes*. Avec Maria Deraisme, des féministes y demandaient l'égalité des droits pour les femmes dans le travail, le mariage et la famille, mais, de crainte de l'influence des prêtres sur le vote féminin, elles ne réclamèrent pas le droit de vote avant 1904.

En France les féministes menèrent une bataille très dure pour l'accès des filles aux écoles secondaires. L'accès des universités fut ouvert aux femmes à la fin du siècle non sans la résistance acharnée des hommes. (...) Aux Etats-Unis, les femmes ouvrirent leurs propres universités. Ainsi, en 1865, une Ecole de médecine pour les femmes fut créée dans l'Etat de New York.

En 1884, la Française Hubertine Auclert écrit aux féministes américaines qui lui demandaient de participer à la création d'un Conseil international des Femmes (*International Council of Women*) : « Nous vous appelons à l'aide, comme vos compatriotes, il y a un siècle, demandèrent l'aide de la France pour les émanciper de la tyrannie anglaise »

C'est qu'en France, comme dans tous les pays latins, à l'hostilité générale des hommes à l'égard de l'émancipation des femmes, s'ajoutait pour la renforcer la résistance acharnée de l'Eglise catholique, résistance que ne connaissaient pas les femmes des pays plus libéraux anglo-américains.

Chapitre VI

Mouvements féministes et situation des femmes au XX^e siècle

Au début du XX^e siècle, de nombreux développés depuis le Moyen Age se sont implantés dans la conscience féministe occidentale :

- l'idée exprimée en France au XIV^e siècle (Christine de Pisan), en Angleterre au XVII^e siècle (Marie Astell) et au XVIII^e siècle (Mary Wollstonecraft) que les différences entre hommes et femmes proviennent non pas de la nature, mais de l'éducation différente des deux sexes et que l'accès des filles à l'instruction doit les préparer à assumer tous les rôles interdits par la société.
- la protestation contre la « mort civile » de la femme dans la famille et son éviction des fonctions économiques et politiques, au XVI^e siècle en France (Louise Labbé et Marie de Gournay), au XVII^e siècle en Hollande avec Anna Marie Van Schurman et en Angleterre avec la duchesse de Newcastle, au XVIII^e siècle en France, avant et pendant la Révolution, par les femmes des classes aisées et des milieux populaires et au XIX^e siècle chez la plupart des féministes d'Occident.
- le refus de la double morale sexuelle au XVII^e siècle par les Anglaises (Mary Tattle et Joan Hit-Him-Home) et au XIX^e siècle par les saint-simoniennes et les féministes de l'ICW.
- l'idée de l'Anglaise Anna Wheeler et de l'Américaine Margaret Fuller que la libération des femmes ne pouvait être que l'œuvre des femmes.
- le droit de la femme au plaisir en dehors du mariage, revendiqué au XIX^e siècle par Claire Demar et les saint-simoniennes.
- l'idée des Françaises du début du XIX^e siècle (Flora Tristan, Jeanne Deroin et leurs amies) selon laquelle la libération des femmes est inséparable de la libération de tous les travailleurs
- la liaison établie par les Associations philanthropiques et religieuses du début du XIX^e siècle et dans les Associations féministes de la fin du XIX^e siècle entre les luttes pour la promotion des femmes et les luttes pour la paix.
- la croyance des femmes révolutionnaires, énoncées par André Léo (en 1870), de l'échec de la démocratie « parce que les démocrates n'ont jamais tenu compte des femmes »
- la nécessité pour les femmes d'élargir leurs luttes aux besoins de la société tout entière, idée formulée par Jane Addams et les féministes de l'ICW.
- l'idée, formulée par Hubertine Auclert, que les femmes de tous les pays doivent s'entraider pour obtenir leurs droits.

1 – Mouvements féministes et situation des femmes dans la première moitié du XX^e siècle en Occident

A la même époque (1904), se créa aux Etats-Unis et en Angleterre une seconde organisation internationale : *The International Woman Suffrage Alliance (IAW)* qui s'opposa aux comités contre le suffrage féminin qui s'étaient formés dans ces deux pays et prit des positions internationalistes à une époque de nationalisme. Des sections nationales de l'IAW se formèrent dans les pays d'Occident pour promouvoir le suffrage des femmes. Une autre organisation, créée en Angleterre pour le même but par Emmeline Pankhurst et ses filles (*The Women's social and political union*), utilisa les tactiques extrémistes : bris de vitres, bombes, incendies, interruption de meetings parlementaires, grèves de la faim et même suicides. En 1903, les finlandaises obtinrent le droit de vote étendu à toutes les femmes.

Pendant la première guerre mondiale, les femmes furent embauchées en très grand nombre dans les usines d'armements françaises, anglaises, etc., pour y remplacer les hommes appelés au combat. On oublia alors la distinction des rôles masculins et féminins et le principe de la mère au foyer ; la garderie des enfants fut facilitée pour permettre aux femmes de remplir leur rôle professionnel.

Le principal Comité de l'ICW, intitulé *Peace and International Relations*, créé en 1899, exigea la création d'une organisation internationale en vue de restaurer la paix. Pendant la première guerre mondiale, les féministes de l'ICW organisèrent une Conférence internationale à La Haye : « En dépit des tracasseries de la presse et de leurs gouvernements respectifs, les femmes allemandes, britanniques, auto-hongroises et italiennes se réunirent pour condamner les souffrances et l'oppression des femmes. En opposition avec l'agressivité de leurs pays respectifs, ces femmes se considéraient comme des sœurs, offrant leur entraide, leur sympathie et leurs propositions de paix.

Tandis que les féministes se battaient sur le front de la paix et des sois sociales, les ouvrières s'activaient : « Dès 1916, des grèves de femmes éclatent dans les usines de guerre : les ouvrières réclament des indemnités de vie chère et des augmentations de salaires... En juin, dans les usines de guerre, on compte 12 371 hommes et 29 965 femmes en grève pour la région parisienne, 5425 hommes et 11 119 femmes en province ». Le relèvement des salaires féminins fut la conséquence de ces luttes d'ouvrières.

Les luttes des Françaises du CNFF illustrent le féminisme de l'époque. Un premier objectif du CNFF fut de prévenir la guerre en soutenant les initiatives ayant pour but d'éviter l'humiliation des Allemands, vaincus en 1918, car les féministes françaises comprenaient que celle-ci servirait de tremplin à une revanche armée dans le futur. (...) Après deux ans de luttes, les employées des PTT obtinrent en 1927 l'égalité des salaires avec les hommes, suivies de peu par les employées de la Caisse des Dépôts et Consignations et des professeurs de l'enseignement secondaire.

Dans le domaine du mariage, un premier succès fut obtenu quand, en 1932, on reconnut le droit de la femme mariée à un étranger de garder sa nationalité. 1938 (...) ce fut alors que les Françaises obtinrent le droit d'avoir une carte d'identité sans le consentement du mari ! Dès 1920, Nelly Roussel, féministe française, avait plaidé pour la dissociation de la sexualité et de la procréation ; elle préconisa « la grève des ventres » au cours de la journée des mères de familles nombreuses. Sous la pression chauvine, le Parlement français vota la loi de 1920 qui interdisait le contrôle des naissances et augmentait les peines contre l'avortement provoqué. La Belgique, l'Italie, l'Allemagne allaient bientôt suivre la même voie.

Alors que les féministes d'Occident se débattaient pour obtenir leurs droits économiques, politiques et civils, les femmes russes préparent activement avec les hommes la Révolution communiste de 1917 qui les fera accéder à ces droits. Mais faire croire que cette obtention fut un cadeau des nouveaux dirigeants de la Russie, c'est estomper délibérément la participation des femmes non seulement à l'avènement de la Révolution, mais aussi à leurs luttes pour l'égalité et pour les lois sociales dans les années précédant la Révolution.

Ainsi Alexandra Kollontaï forma en 1907 un club de 200 femmes à Saint-Pétersbourg qui demandait la protection des travailleuses contre le travail trop dur, avant et après la maternité. Les premiers décrets sociaux de la Révolution bolchevique créèrent l'assurance-maladie, la gratuité des soins pendant 16 semaines avant et après la naissance d'un enfant et l'interdiction de renvoyer une femme enceinte. La domination du mari fut supprimée dans le mariage et dans l'administration des biens du ménage, le divorce facilité et l'enfant illégitime devint l'égal de l'enfant légitime.

Dans le domaine des droits politiques, l'égalité fut proclamée mais les femmes russes, des grandes aristocrates aux plus humbles ouvrières, transformèrent les rôles masculins et féminins bien plus que ne le suggéra la formulation de ces lois égalitaires. Déjà, avant même cette proclamation, les ouvrières du textile déclenchèrent en février 1917 une grande grève de 90 000 travailleurs, au cours de laquelle, avec le secours des métallurgistes, elles se dirigèrent à la Douma de Saint-Petersbourg pour demander du pain. Ce fut le prélude de la Révolution.

Les intellectuels et les politiques comme A. Kollontaï, Lénine et Trotsky comprirent très vite que l'égalité des droits accordée aux femmes dans la famille et le travail était impuissante à réaliser l'égalité sociologique des conditions entre les sexes tant que les femmes auraient en charge les tâches éducatives et domestiques... Aussi on s'efforça de créer des sortes de communes où les services collectifs étaient assurés. Mais au lieu de préserver l'intimité des couples en leur donnant un logement suffisant et d'améliorer le standing des équipements collectifs de ces communes, le pouvoir décida, après la fin de la guerre civile, de développer la productivité. Les dirigeants de l'époque étaient plus soucieux de rendement que de la condition des femmes. Peu à peu les conquêtes des femmes furent grignotées, voire supprimées. Les directeurs des usines refusèrent de développer les crèches et les garderies et de faciliter le travail des mères, aidés en cela par un antiféminisme virulent, vestige de l'oppression des femmes russes dans tous les milieux.

En 1929, le *Genotdel* fut dissous, prélude à la réhabilitation de la famille traditionnelle dans le Code de la famille de 1930. L'avortement légal fut aboli en 1936, ainsi que le droit de la mère célibataire de demander en justice l'aide financière du père de son enfant. Le divorce devint plus difficile et plus coûteux, l'homosexualité un délit. La construction d'une société socialiste fut perçue par les stalinistes comme nécessitant le retour aux rôles masculins et féminins traditionnels dans la famille : les femmes étaient encouragées à avoir une nombreuse progéniture, à travailler durement pour remplir les exigences du Plan.

Toutefois cette conception instrumentale de la femme ne fut jamais l'objet d'une théorie fasciste : en dehors de la répression sexuelle par les limitations dont on vient de parler, des éloges de la maternité et des familles nombreuses, les femmes soviétiques ne se virent jamais interdire ni l'accès aux moyens d'acquérir l'autonomie économique par l'éducation et l'emploi salarié, ni la participation à la vie politique, culturelle et au sport.

Au contraire, la conception instrumentale de la femme comme un être inférieur, destiné à servir le mari dans la famille et l'Etat national-socialiste en lui donnant beaucoup d'enfants, fut érigée en doctrine systématique dans les sociétés fascistes d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne. L'Allemagne nazie adopta le slogan des trois K (enfants, cuisine, église). Ce fut le premier pays à licencier par décret toutes les femmes mariées travaillant dans la fonction publique. De plus, « toute une série de mesures furent prises pour écarter les jeunes filles de la culture », pour leur interdire l'entrée des lycées et des écoles mixtes et les préparer dans des écoles spéciales aux fonctions de bonnes ménagères. L'exercice de la médecine fut interdit aux femmes. Dans la doctrine nazie : « La femme est une sorte d'animal. La famille est le seul lien naturel et une femme qui revendique sa liberté sexuelle est impure, tout autant que le Juif, le Noir et l'homosexuel. Le féminisme est une perversion bourgeoise, une violation de l'ordre naturel des choses. La communauté nazie

est faite de frères homosexuels qui excluent la femme et valorisent la Mère » (Maria A. Macciocchi)

2 – La situation des femmes et les mouvements féministes dans la deuxième moitié du XX^e siècle

Un seul exemple : l'action des femmes lors du siège de Léninegrad qui dura 900 jours (septembre 1941 à janvier 1944). Elles participèrent à toutes les activités les plus inusitées pour des femmes et pour des citadines : construction de 600 km de fossés antichars, de barbelés et de fortins autour de la ville, élévation de barricades en banlieue, participation à la défense antiaérienne et aux luttes de guérillas, extinction des incendies déclenchés par les bombardements intensifs, fabrication de munitions dans les usines de guerre, aménagements de potagers en plein centre de la ville pour nourrir une population de 2 500 000 habitants qui n'avaient pas quitté la ville et que l'armée nazie plongeait dans la famine par suite du blocus et des bombardements.

En France, trois femmes mortes pour leur participation à la Résistance, la communiste Danièle Casanova, la chrétienne Berthie Albrecht, la socialiste Suzanne Buisson, symbolisent l'héroïsme dans la Résistance de milliers d'autres Françaises, appartenant à toutes les opinions politiques ou religieuses. Certaines créèrent des réseaux dans l'entreprise où elles travaillaient, d'autres servaient de boîtes aux lettres, d'agents de renseignements ou de liaison. Déportées, elles organisèrent la lutte au sein des camps de concentration. Ainsi à Ravensbruck passèrent environ 7000 Françaises dont les trois quarts étaient des prisonniers politiques.

En Espagne, des milliers de femmes (dont Eva Forest et Lydia Falcone sont les plus connues) participèrent à la lutte contre le franquisme ; certaines d'entre elles subirent la torture et la prison ; d'autres organisèrent leur solidarité aux victimes du fascisme. Même dans l'Allemagne nazie, il y eut des femmes courageuses comme Joan Kirchner, Eva Buch et ses compagnes qui s'engagèrent héroïquement dans le combat antinazi : traquées, dénoncées, elles furent pendues par les hitlériens.

L'Angleterre représente « le seul cas connu d'une mobilisation féminine organisée dans une démocratie occidentale ». (...) En 1944, il y en avait 7 650 000 qui se trouvèrent engagées dans l'industrie et les services auxiliaires ou la défense civile.

Dans les pays occidentaux, les hommages ne manquèrent pas d'être rendus aux femmes pour leur contribution à la résistance contre le fascisme et à la production (...) Néanmoins, on les renvoya au foyer pour faire place aux démobilisés : la main d'œuvre féminine chuta, particulièrement dans la métallurgie, la chimie et l'agriculture. (...) Aux Etats-Unis, une campagne fut déclenchée pour le retour des femmes au foyer, car il fallait réintégrer les démobilisés au marché du travail.

La France (...) Il fallut attendre 1965 pour une réforme encore timide de la condition de la femme mariée dans l'administration des biens du ménage et 1970 pour le remplacement de la puissance paternelle par la puissance parentale. (...) Il y eut d'innombrables femmes des classes moyennes et des ouvrières pour organiser de grandes manifestations et des grèves pour la paix en Indochine et en Algérie, des intellectuelles et des journalistes de grande valeur qui firent connaître la vérité sur la condition faite au peuple d'Indochine (Andrée Viollis, Madeleine Riffaut) ou du peuple algérien (Germaine Tillon). De brillantes avocates (comme Madeleine Stibbe ou Gisèle Halimi) défendirent

avec courage les nationalistes algériens devant les tribunaux. Madeleine Collas et Madeleine Rébérioux dénoncèrent la torture, firent connaître la condition du peuple algérien et organisèrent la lutte pour la paix dans des comités spécifiques. (...) Mais on soustrait de l'information et de l'histoire les rôles constructifs des femmes en faveur de la vérité et de la négociation.

Cependant l'espoir que les femmes obtiendraient finalement leurs droits existait chez les Françaises depuis que Simone de Beauvoir avait écrit ce livre remarquablement jeune : *Le Deuxième Sexe* (1949). Dans cet ouvrage, Simone de Beauvoit affirmait avec force sa conviction que ce n'était pas la nature qui limitait les rôles féminins mais un ensemble de préjugés, de coutumes et de lois archaïques dont les femmes étaient plus ou moins complices. Elle faisait appel au sentiment de dignité des femmes pour qu'elles secouent une subordination dont elles étaient en fait victimes tout en croyant y trouver – grâce au mariage – leur confort et leur intégration sociale. Cet appel existentialiste à la dignité des femmes fut entendu des femmes de toutes les classes sociales et de tous les continents (...) Simone de Beauvoir insistait sur la nécessité pour les femmes d'exercer une profession afin de conquérir l'indépendance économique.

Les progrès de la chimie et de la technique médicale avaient permis de mettre au point des contraceptifs efficaces et, grâce à eux, pour la première fois, les femmes pouvaient réaliser leurs tentatives millénaires de séparer sexualité et procréation. (...) Dès lors une grande lutte fut engagée par les femmes pour mettre ces moyens au service de toutes les femmes et que soient abolies les législations répressives encore en vigueur dans la plupart des pays.

Finalement la loi Neuwirth (1967), en légalisant la contraception, vint couronner cette lutte difficile dans un pays où les idées accusaient un retard considérable et où l'opposition à la contraception féminine se recrutait à la fois dans les hiérarchies catholiques et communistes qui se rejoignaient dans leur conception instrumentale des femmes. (...) Dans la mesure où il n'y a pas encore de méthode contraceptive efficace à 100%, la dissociation de la sexualité et de la procréation ne pouvait s'effectuer entièrement sans que les femmes obtiennent également le droit à l'avortement.

En 1967, la liberté de l'avortement fut instaurée en Angleterre, les Etats-Unis suivirent en 1973, la France en 1975, l'Italie en 1978 et la Belgique en 1990. Dans d'autres pays (Espagne, RFA), la loi fut libéralisée mais aggravées pour les Allemandes de l'ex-RDA et inchangée pour les Irlandaises qui n'ont même pas droit à l'avortement après un viol. (...) Il y a encore de nombreuses étapes à franchir pour que toutes les femmes et non seulement les privilégiées accèdent en fait à ce droit.

Vers la fin des années 60, aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et dans de nombreux autres pays occidentaux, une nouvelle génération de femmes apparaissait qui était née entre 1935 et 1945, qui n'avaient pas été usées comme leurs aînées par les luttes antifascistes ou anticolonialistes, qui, dans l'ensemble, avaient un niveau d'instruction supérieur à celui de leurs mères. (...) Comment ces femmes jeunes et instruites auraient-elles alors accepté qu'on leur refusât les plus récentes conquêtes de la chimie ou de la technique médicale pour séparer sexualité et procréation, qu'on les traitât comme des objets sexuels dans la vie quotidienne où le viol n'était passible que d'une peine mineure, qu'on exigeât d'elles le rôle domestique dans la famille, alors qu'elles assumaient le rôle professionnel tout autant que les hommes, bref qu'on les traitât de « second sexe » ?

Aux Etats-Unis en 1966, Betty Friedan fonda NOW (*National Organization of Women*), après avoir, trois ans auparavant dans *Feminine Mystique*, réveillé les sentiments féministes des Américaines instruites en décrivant le « malaise indéfinissable » des femmes au foyer. Composé de 10 000 membres en 1971, il se perçoit comme un groupe de pression politique en vue d'obtenir des buts précis : recyclage des mères de famille par l'accès à la formation et au droit à l'emploi, égalité des salaires masculins et féminins et des droits dans la famille, abolition de la publicité sexiste, etc. (...) Il ne s'agit plus de se limiter aux rôles d'épouse, de mère, d'éducatrice, etc., les seuls modèles féminins présentés aux Américaines avec le rôle de vamp ou de prostituée par les mass media et dans la culture depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Des femmes célibataires et jeunes se séparent de NOW pour créer dès 1967 les premières cellules d'un mouvement plus radical, le *Women Liberation Movement*. « Le WLM se définit comme un mouvement et non pas comme une organisation, ce n'est pas un groupe structuré ». (...) Une des réussites les plus spectaculaires des actions de NOW et du WLM fut d'obtenir des rappels de plusieurs millions de dollars qui furent versés aux ouvrières et aux employées par les grandes compagnies comme ITT pour les dédommager des pertes qu'elles avaient subies dans le passé en raison des discriminations de salaires.

Mai 68 révéla une profonde révolte de la jeunesse universitaire française, mais les femmes jeunes avaient encore plus de raisons d'être insatisfaites que les hommes. (...) En mai 1968, Anne Tristan crée, avec des amies du FMA (Féminin-Masculin-Avenir), un groupe officiel du MDF (mouvement démocratique féminin), fondé par des militantes affiliées à la FGDS (Fédération de la Gauche démocratique et socialiste). Elles s'en séparent bientôt et rédigent à plusieurs un numéro spécial de *Partisans : Libération des femmes – Année zéro*, où apparaît l'essentiel de la philosophie du MLF : la dénonciation du travail domestique « invisible », l'analyse par Christine Delphy du système patriarcal qui repose sur ce travail effectué par les femmes dans la famille et en fait une classe opprimée et exploitée.

Enfermées dans la famille, les femmes produisent et reproduisent la force de travail dont la société a besoin ; la société ne leur est absolument pas redevable de cette production, qui est considérée comme une « *caractéristique biologique des femmes* » et non pas comme une catégorie économique. Le système patriarcal, antérieur au système capitaliste, se base sur cette « production invisible » des femmes dans la famille. C'est donc à ce niveau que doit être portée la lutte féministe, en rendant les femmes conscientes que la première exploitation subie se trouve dans l'invisibilité de cette production domestique, facteur dominant de leur situation d'infériorité dans les autres domaines de l'économie, de la culture et de la politique.

Les postulats de l'anthropologie, de la psychologie, de la psychanalyse, de la sociologie furent l'objet de la démythification des féministes qui reprochent à ces sciences de véhiculer sous un jargon pseudo-scientifique les préjugés les plus traditionnels à l'égard des femmes. (...) Les statistiques révèlent que plus le niveau d'éducation des femmes s'élève, moins souvent elles se marient et plus souvent elles divorcent. Cette évolution ne signifie pas que ces femmes rejettent le mariage et la famille mais elle révèle qu'elles n'acceptent plus les relations d'inégalité à l'intérieur du couple, en particulier la charge exclusive des tâches domestiques. Le développement de l'union libre et de la famille monoparentale, la recherche de la vie amoureuse ailleurs que dans

l'hétérosexualité sont autant d'alternatives au mariage traditionnel que les féministes ont suggérées dans leurs écrits et dans leurs pratiques quotidiennes.

La révolution des mœurs accompagne la révolution féministe des idées, mais elle n'a rien à voir avec la « révolution sexuelle » prônée par les hommes. Désormais, la culture patriarcale existe coexiste avec une nouvelle culture antisexiste.

Après la culture, c'est incontestablement dans le domaine *de la lutte contre la répression sexuelle et contre la violence à l'égard des femmes* que les mouvements de libération des femmes furent jusqu'ici les plus actifs et les plus efficaces. (...) Après la bataille de l'avortement, ce fut celle du viol, considéré comme un délit mineur dans la plupart des pays.

C'est aussi le droit au plaisir pour les femmes que réclamaient les féministes. Mais il fallait pour cela démystifier l'image tronquée que les hommes avaient donné de la sexualité féminine, montrer qu'il y avait une alternative à l'hétérosexualité ou à l'orgasme vaginal érigés en critère de la sexualité féminine et que la répression à l'égard de l'homosexualité devait être abolie pour les deux sexes.

Dans le monde entier, il existe encore des milliers de femmes battues par leurs époux qui n'osent pas se plaindre et ne trouvent aucun recours auprès des pouvoirs publics. La générosité des féministes fut de ne pas laisser ces femmes à l'abandon, de les héberger dans des « maisons de femmes battues », où elles échapperaient aux coups et réapprendraient la confiance en elles-mêmes, grâce au soutien et à l'amitié. (...) Le terrorisme des intellectuels masculins qui invoquent la liberté d'expression et le refus de la censure empêche généralement les femmes de protester contre les images dégradantes d'elles-mêmes que véhiculent la pornographie et bien des publicités.

Dans les pays à économie planifiée de l'est de l'Europe (URSS et démocraties populaires), les femmes avaient une situation relativement avantageuse sur le plan de l'accès à l'emploi et aux services sociaux. Ainsi leur taux d'activité était plus élevé qu'en occident et elles bénéficiaient de congés de maternité rémunérés et de services de garde des enfants, gratuits ou à bas prix. par suite de la très faible productivité du travail, le chômage était quasi inconnu. La prostitution et pornographie n'avaient pas été élevées à la hauteur d'une institution. En outre, la dichotomie des postes de travail en fonction du genre était moins accusée. Ainsi, en URSS, en 1980, un ingénieur sur deux était une femme et, dans l'agriculture, 40% des zootechniciennes, agronomes et vétérinaires étaient des femmes.

Conclusion

La répression des femmes se développa il y a environ 8000 ans quand, au début du Néolithique moyen, l'agriculture à la charrue remplaça l'agriculture à la houe, la chasse et la cueillette comme modes principaux de production. (...) Si la guerre économique et la conquête de nouveaux marchés par les puissantes multinationales et les Etats remplacent aujourd'hui l'expansion territoriale, les valeurs dominantes et les pratiques d'agressivité restent encore les mêmes à l'égard des grandes vaincues du Néolithique moyen : les femmes.

Aujourd'hui comme hier, dans une économie de marché fondée sur la concurrence et la compétition, dont le but final est l'accumulation (d'argent, de pouvoir, de puissance, etc.), les femmes sont encore l'élément le plus vulnérable.

Il y a vingt ans, des Africaine admettaient difficilement que des féministes occidentales dénoncent l'excision comme une atteinte au droit des femmes à la santé ; aujourd'hui, ce sont des Africaines qui, à la tête d'associations, mènent une lutte énergique contre cette mutilation des femmes.

Le tribunal Pénal international (TPI) de La Haye pour l'ex-Yougoslavie a déclaré *crime contre l'humanité* les viols commis en temps de guerre à l'égard d'une population civile, c'est-à-dire dans 99% des cas à l'égard des femmes.

L'intégrisme religieux qui utilise la religion à des fins politiques n'a rien à voir avec l'Islam (...) Il fait des femmes du monde arabo-musulman les boucs émissaires d'une situation économique désastreuse dont souffre la population tout entière. Contre cette oppression qui va jusqu'à l'appel au meurtre et à l'assassinat des femmes, celles-ci se sont levées, se recrutant dans toutes les classes sociales et tous les pays de la région. A l'avant-garde de ce front de résistance à la haine, on trouve, de l'Indonésie à l'Algérie, en passant par le Bangladesh et l'Egypte, des femmes écrivaines, artistes, journalistes, chercheuses, professeures d'universités (*Taslina Nasreen* au Bangladesh, *Naoual el Saadaoui* en Egypte, *Khalida Messaoudi* en Algérie, etc.)